

Questions orales

M. le Président: Je prie le député de poser sa question.

M. MacLellan: Je veux que le gouvernement sache que cela m'irrite ainsi que d'autres députés de l'opposition, et je veux savoir pourquoi cela n'irrite pas le gouvernement.

M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je n'ai jamais rien entendu d'aussi ridicule depuis que je siége à la Chambre. Le député sait fort bien que l'ONE est assujéti à des lignes directrices très claires. L'Office tient des auditions publiques où tous les consommateurs et toutes les organisations de consommateurs peuvent se faire entendre et formuler des plaintes. L'ONE n'a reçu pratiquement aucune plainte au sujet de cette décision. Le député le sait, mais il essaie quand même de se servir de cette question pour se faire du capital politique.

* * *

● (1440)

L'AGRICULTURE

LE TRANSFERT DE L'ADMINISTRATION DES RÉSERVOIRS ET DES PROJETS D'IRRIGATION DE LA SASKATCHEWAN

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Céréales. Agriculture Canada est en train de transférer de l'ARAP à la *Saskatchewan Water Corporation* des réservoirs et des projets d'irrigation dans le sud-ouest de la Saskatchewan.

Comme cet organisme provincial se préoccupe surtout de l'utilisation de l'eau par les villes, les municipalités et les vacanciers, le ministre peut-il assurer aux fermiers de la région de Swift Current-Maple Creek que la Corporation accordera à l'agriculture la même importance que l'ARAP et qu'elle n'abandonnera pas les responsabilités traditionnelles de cette administration?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, le député soulève une question d'actualité. La réponse est oui, car c'est un des principaux objectifs des négociations. Les services dispensés par l'ARAP dans le passé seront maintenus à condition qu'un accord soit conclu avec le gouvernement de la Saskatchewan. La réponse à la question est donc oui.

L'AVENIR DE L'ADMINISTRATION DU RÉTABLISSEMENT AGRICOLE DES PRAIRIES

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, la réponse du gouvernement fédéral n'est guère rassurante pour l'éleveur à qui la *Saskatchewan Water Corporation* a refusé la permission d'abreuver son bétail pour ne pas incommoder les plaisanciers du réservoir Duncarn.

S'agit-il de la première étape de la privatisation de l'ARAP comme le recommandait le rapport Nielsen?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, si le député nourrit certaines préoccupations concernant les agriculteurs des régions touchées ou qui sont sur le point de l'être, le ministre de l'Agriculture et moi-même serons heureux de les examiner. S'il désire que nous nous penchions sur certains problèmes, nous serons heureux de le faire s'il veut bien nous en aviser.

D'autre part, il ne s'agit absolument pas de la première étape d'un programme de privatisation comme le recommandait le rapport Nielsen.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE POURQUOI LE COURRIER N'EST PAS LIVRÉ À SAINT-AURICE DE L'ÉCHOUIERIE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

Les 255 familles de Saint-Maurice de l'Échouerie en Gaspésie sont privés de leur courrier depuis le 4 juillet. C'est parce que Postes Canada n'a pas renouvelé le contrat de livraison avec les camionneurs qui livraient le courrier.

Est-ce que le ministre peut expliquer aux 255 familles comment Postes Canada peut, sans aucune notification, envoyer le courrier 30 milles plus loin dans le village de Rivière-au-Renard? Pourquoi les 255 familles doivent-elles faire 60 milles par jour pour aller chercher leur courrier? Est-ce que c'est cela le nouveau Canada?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, le député ne semble pas capable de poser la question directement à Postes Canada, à qui il sait qu'elle s'adresse. Je vais la transmettre pour lui.

Je le renvoie aussi à Beauséjour où il verra que sa question, plutôt du genre à inscrire au *Feuilleton*, n'a pas sa place aux questions orales.

[Français]

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, au moment où on se parle, 255 familles protestent à Saint-Maurice de l'Échouerie et bloquent un camion qui fait la livraison de tout le courrier dans la région. Est-ce que le ministre va assumer ses responsabilités, intervenir et rétablir la livraison du courrier aux gens qui y ont droit?